

Séance du 12 avril 2022

Nombre de conseillers en exercice	11
Présents	10
Votants	10

L'an deux mille vingt-deux, le 12 avril, à 20h00, le Conseil Municipal de la Commune de PLAN, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Patrick CUGNIET

Date de la convocation :
le 06/04/2022

Noms	Présents	Absents non excusés	Absents excusés	Pouvoir de vote
CUGNIET Patrick	x			
HEYD Coralie	x			
ORCEL Jean-Pierre	x			
BILLOD Jérémy	x			
BERNAL Valérie	x			
SANCHEZ Alain	x			
PRAT Marie-Christine	x			
TRUFFA Dominique		x		
MICHEL-GORDAZ Christine	x			
BERNARD Vincent	x			
GAY Stéphane	x			

D12_04_2022

Objet : Délibération fixant la participation financière pour l'utilisation de la salle de la mairie par l'association « L'Empreinte de Bouddha » au titre de l'utilisation de l'électricité et du chauffage

Le Maire dit au conseil municipal qu'il a été approché par l'association « L'Empreinte de Bouddha » qui souhaiterait avoir la possibilité d'utiliser la salle du conseil municipal pour ses activités. Considérant que l'association est susceptible d'utiliser l'eau et l'électricité, le maire propose au conseil municipal de voter un montant forfaitaire pour l'utilisation de la salle par cette association.

Ainsi, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents, il est décidé de fixer la participation financière pour l'utilisation de la salle des fêtes par l'association « l'empreinte de Bouddha » à 100 €/an.

D13_04_2022

Objet : Revalorisation des tarifs et durée des concessions cimetièrre et tarification et durée des alvéoles du Columbarium

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2223-1, Monsieur le maire rappelle à l'assemblée la délibération D39_06_2020 en date du 06 octobre 2020 par laquelle le conseil municipal a approuvé le principe de mise en accessibilité et d'aménagement du cimetière communal avec la création d'un columbarium et d'un jardin du souvenir.

Considérant que le règlement municipal laisse toute liberté de choix à la famille qui peut, à sa convenance, soit déposer l'urne dans une sépulture ou dans un columbarium, soit utiliser

l'opportunité offerte par le jardin du souvenir, le maire informe la nécessité de fixer les tarifs de cet équipement qui va bientôt être proposé au public.

Il rappelle également que les tarifs des concessions du cimetière communal n'ont fait l'objet d'aucune revalorisation depuis le 09 juillet 2004.

Aussi, il propose :

- de fixer un tarif pour les cases du columbarium.
- de définir les conditions d'accès au jardin du souvenir
- de revaloriser les concessions du cimetière

Le columbarium constitue un espace de huit cases qui seront proposées aux familles des défunts. Une alvéole cinéraire pouvant accueillir 2 urnes, l'ensemble du conseil municipal, après en avoir délibéré :

VOTE :

1°) La tarification des cases du Columbarium est fixée comme suit :

- ❖ 300 euros pour une alvéole pouvant contenir 2 urnes pour une durée de 15 ans
- ❖ 500 euros pour une alvéole pouvant contenir 2 urnes pour une durée de 30 ans

2°) L'accès au jardin du souvenir demeure libre et gratuit

3°) La revalorisation des tarifs des concessions du cimetière est fixée comme suit :

- ❖ 150 euros pour une concession d'une place (2m2) d'une durée de 15 ans
- ❖ 300 euros pour une concession d'une place (2m2) d'une durée 30 ans.
- ❖

Cette décision est votée à l'unanimité des membres présents.

D14_04_2022

Objet : Remboursement durée de concession non utilisée

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal qu'il demeure libre d'accepter ou de refuser les offres de rétrocession des concessions au cimetière.

Le débat est ouvert.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal procède au vote.

Il est décidé à l'unanimité des membres présents que :

- la commune refuse la possibilité de rétrocession d'une concession moyennant un remboursement au titre de la durée de concession non utilisée.

D15_04_2022

Objet : Approbation du règlement du cimetière communal

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le cimetière communal n'était pas réglementé jusqu'à présent. Afin d'assurer le respect de l'ordre public et de la décence dans le cimetière communal comme le respect des défunts, il donne lecture du règlement du cimetière communal qui a été travaillé par différents conseillers municipaux. Le règlement est annexé ci-dessous.

REGLEMENT CIMETIERE COMMUNAL

Le maire de la commune de Plan

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-7 et suivants, L2223-1 et suivants, R2213-1-1 et suivants et R2223-1 et suivants ;

Vu le Code civil et notamment son article 16-1-1 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 225-17, 225-18-1 et R 610-5 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13.

Considérant que le maire est en charge de la surveillance du cimetière communal et assure la police des funérailles et des cimetières ;

Considérant que la commune de Plan dispose d'un cimetière situé Route de la Grande Côte destiné à assurer l'inhumation des défunts et le recueillement des familles et des proches ;

Considérant la nécessité d'assurer le respect de l'ordre public et de la décence dans le cimetière communal ainsi que le respect des défunts

ARRETE

Dispositions générales

Article 1 : Droits des personnes à la sépulture

La sépulture des cimetières communaux est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;*
- 2) aux personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées ;*
- 3) aux personnes non domiciliées dans la commune mais possédant une sépulture de famille ou y ayant droit et ce quel que soit le lieu de leur décès ;*
- 4) aux personnes non domiciliées dans la commune mais possédant un lien familial avec la commune et ce quel que soit le lieu de leur décès ;*
- 5) aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.*

Article 2 : Affectation des terrains

Les inhumations sont faites :

- soit en terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;

- soit dans des sépultures particulières concédées.

Si le mode de sépulture choisi est la crémation, les cendres recueillies dans une urne peuvent être déposées conformément aux dispositions relatives au jardin du souvenir.

Article 3 : Accès

Seuls les véhicules des sociétés de pompes funèbres, des services communaux et de secours peuvent accéder au cimetière.

Article 4 :

Le maire ou un des adjoints sont les seules personnes compétentes pour désigner les emplacements destinés à l'inhumation des défunts.

Article 5 :

Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs et portes des cimetières ;*
- d'escalader les murs de clôture, les grilles et les haies vives, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher fleurs et plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures, d'écrire sur les monuments et les pierres ;*
- de déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage ;*
- d'y jouer, boire et manger ;*
- de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration.*

Article 6 : Matériaux autorisés

Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit

Concernant le régime juridique des concessions

Les concessions permettent aux familles de disposer d'un espace pour inhumer les personnes déterminées par le concessionnaire, que ce soit dans un cercueil ou dans une urne après crémation. Cet espace appartient au domaine public de la commune et fait l'objet d'une autorisation temporaire d'utilisation contre le paiement d'un capital fixé par le conseil municipal.

Article 7 :

Les durées des concessions sont de :

- 15 ans
- 30 ans

Article 8 :

Les concessions sont accordées moyennant le versement préalable des droits de concession. Les tarifs des concessions ont été fixés par délibération du conseil municipal. Ils sont consultables en mairie.

Article 9 :

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Le concessionnaire n'aura aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers le terrain concédé.

Article 10 :

Il existe 3 types de concession que seul le concessionnaire originel peut déterminer.

- Une concession **individuelle** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour un seul défunt clairement identifié par le concessionnaire.
- Une concession **collective** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts clairement identifiés par le concessionnaire.
- Une concession **familiale** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts ayant un lien familial avec le concessionnaire. Il est précisé que pourront dès lors être inhumés de plein droit dans cette concession : le concessionnaire et son conjoint, les ascendants du concessionnaire et leurs conjoints, les descendants du concessionnaire et leurs conjoints, les alliés du concessionnaire et les personnes ayant un lien d'affection particulier avec le concessionnaire. Le concessionnaire étant le seul gestionnaire de ces droits à inhumation, il peut exclure expressément une personne de cette liste.

Il est recommandé au concessionnaire d'opter pour une concession collective pour une clarification des droits à inhumation ouverts dans sa concession.

Article 11 :

Lors de l'attribution d'une nouvelle concession, le maire ou un des adjoints délimiteront clairement l'espace au sol afin d'éviter tout empiétement d'un espace voisin. L'espace attribué aura une dimension minimale de 1 mètre sur 2 mètres, soit 2 mètres carrés. Aucune entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille.

Article 12 :

Les terrains peuvent être concédés à l'avance.

Article 13 :

Le concessionnaire ne pourra choisir ni l'emplacement ni l'orientation de sa concession et devra respecter les consignes d'alignement qui lui seront données. Les concessions sont accordées les unes accolées aux autres sans laisser d'emplacement vide.

Article 14 :

Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains uniquement des caveaux et des monuments. Il conviendra toutefois de respecter les conditions particulières fixées dans la partie du présent règlement

consacrée aux travaux et particulièrement les articles 27 et 28 concernant l'information préalable des travaux réalisés.

En tout état de cause, les monuments érigés sur les fosses auront une dimension conforme à l'espace délimité selon les modalités prévues à l'article 11 et ne pourront dépasser une hauteur de 1.5 mètres.

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire ou un de ses adjoints.

Article 15 :

Les concessions peuvent faire l'objet d'une rétrocession à la commune. Pour que la commune accepte la demande, celle-ci doit émaner du concessionnaire originel (afin de respecter sa volonté contractuelle) et la concession doit être vide de tout corps.

La commune ne procèdera à aucun remboursement de la durée de concession non utilisée conformément à la délibération du conseil municipal du 12 avril 2022.

Article 16 :

Les concessions sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement, c'est-à-dire à la date d'échéance de la concession. Le concessionnaire, ou ses ayants droit en cas de décès, peut solliciter ce renouvellement dans un délai de 2 ans après l'expiration du contrat de concession. Passé ce délai et à défaut de paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune.

Article 17 :

Passé le délai de 2 ans accordé pour procéder au renouvellement de la concession, la commune pourra reprendre l'emplacement. Pour ce faire, elle procèdera à l'exhumation des restes du ou des défunts qui seront déposés dans un reliquaire placé à l'ossuaire.

Les monuments seront laissés à la disposition du concessionnaire ou de ses ayants droit pendant un délai de 2 ans. Passé ce délai, ils deviendront propriété de la commune.

Article 18 :

En acquérant une concession, le concessionnaire s'engage à en garantir son bon état d'entretien.

En cas de défaut d'entretien, il est rappelé que si après une période de trente ans, une concession a cessé d'être entretenue, le maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles. Si, trois ans après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le maire a la faculté de saisir le conseil municipal, qui est appelé à décider si la reprise de la concession est prononcée ou non. Dans l'affirmative, le maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune des terrains affectés à cette concession.

Le maire utilisera donc la procédure des concessions en état d'abandon conformément au code général des collectivités territoriales dans le but de susciter la remise en état et se réserve le droit de reprendre la concession.

Article 19 :

Si le défaut d'entretien d'un monument placé sur une concession ou de tout équipement installé est susceptible de causer un risque pour la sécurité des visiteurs ou pour l'intégrité des défunts, le maire engagera une procédure de mise en sécurité conformément au code de la construction et de l'habitation.

Article 20 :

Des réductions ou réunions de corps sont possibles au sein des concessions en respectant les exigences fixées à l'article 17 concernant les exhumations.

Concernant le régime juridique du site cinéraire

Ce site est réservé aux défunts ayant fait le choix de la crémation. Il est composé :

- d'un espace de dispersion des cendres dans le jardin du souvenir ;
- d'un columbarium, c'est-à-dire d'un équipement installé par la commune dont les cases sont concédées suivant le régime des concessions.

Article 21 :

A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, l'urne peut être :

- inhumée dans une sépulture ;
- déposée dans une case de columbarium ;

- scellée sur un monument funéraire.

Toutes ces opérations constituent des inhumations et sont donc soumises à une autorisation expresse du maire de la commune de Plan.

Article 22 :

Les cases de columbarium répondent au régime juridique des concessions évoqué dans les articles 7 à 20 du présent règlement.

Les cases du columbarium ont une largeur de 37,5 cm, une profondeur de 40 cm et une hauteur de 45 cm. Le nombre d'urnes pouvant y être déposées est donc limité par ces caractéristiques techniques auquel les concessionnaires et les personnes ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, ainsi que les sociétés de pompes funèbres, prendront garde pour éviter tout désagrément lors du dépôt d'une urne.

Les dépôts de fleurs naturelles en pot et objets ne sont autorisés que le jour du dépôt d'une urne et au pied du columbarium uniquement pendant le temps du fleurissement.

L'administration municipale se réserve le droit d'enlever les pots et fleurs fanées, sans préavis. Tout autre objet et attribut funéraire (fleurs artificielles, vases, plaques, etc.) est interdit.

L'autorisation de retirer une urne d'une case de columbarium est accordée par le maire conformément aux prescriptions du présent règlement relatives aux demandes d'exhumation.

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

Les inscriptions se feront sur des plaques en granit du Tarn de dimensions 27 x 8 x 2cm polies sur tous les chants. La calligraphie sera : chancellerie et la peinture sera de couleur blanche.

Article 23 :

À la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres peuvent être dispersées dans le jardin du souvenir.

Cette opération constitue une inhumation et est donc soumise à une autorisation expresse du maire de la commune de Plan.

La dispersion est gratuite et aucun lien entre le défunt et la commune ne sont nécessaires.

L'inscription sera gravée sur la stèle et sera de la « forme » : nom (marital ou de naissance) - prénom - née nom de naissance pour les femmes - année de naissance - année de décès. La calligraphie sera : chancellerie et la peinture sera de couleur blanche.

Article 24 :

L'espace de dispersion des cendres est entretenu par la commune. Il s'agit d'un espace collectif et partagé. Par conséquent, aucune appropriation de l'équipement n'est envisageable et les cendres n'y sont aucunement enterrées.

Seul le dépôt de fleurs naturelles y est autorisé et le passage doit toujours y être possible. Les fleurs fanées seront enlevées par les services de la commune.

La pose d'objets de toute nature sur la pelouse (fleurs artificielles, vases, plaques, etc.) est interdite. En cas de dépôt, ces objets seront enlevés sans préavis par la commune.

Concernant le régime juridique des inhumations et exhumations (terrain commun, site cinéraire et concessions)

Article 25 :

Toute exhumation est autorisée expressément par le maire de la commune de Plan.

Le maire vérifiera que le demandeur de l'exhumation a bien la qualité de plus proche parent du défunt et que la destination du corps du défunt est connue. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

L'exhumation doit être faite en présence du demandeur.

Une exhumation réalisée sans autorisation ou non conformément au présent article fera l'objet de poursuites pénales.

Article 26 :

Lors de la reprise des emplacements, les restes des défunts sont traités avec respect. Ils sont placés dans un reliquaire puis déposés à l'ossuaire communal.

Lors de la reprise des cases de columbarium, chaque urne est déposée dans l'ossuaire communal ou les cendres sont dispersées au jardin du souvenir. En cas de dispersion, l'urne sera détruite.

Concernant le régime juridique des travaux

Article 27 :

Les travaux dans le cimetière sont soumis à autorisation déposée auprès des services de la commune. La demande identifiera clairement le demandeur, le lieu des travaux, l'objet des travaux et leur date de réalisation.

La commune établira de manière contradictoire avec la personne en charge des travaux un état des lieux avant et après travaux pour s'assurer que ceux-ci sont conformes à l'autorisation et qu'ils n'ont occasionné aucun dégât.

Article 28 :

Les travaux ne doivent pas entraver les allées du cimetière ou l'accès à celui-ci. Ils seront réalisés dans les règles de l'art permettant notamment de garantir l'intégrité des monuments voisins et des allées. En cas de désagrément, un signalement immédiat devra être fait en mairie.

Le dépôt de matériaux est interdit au cimetière. Une autorisation expresse du maire pourra être délivrée afin de limiter au maximum les désagréments et de permettre une bonne réalisation des travaux.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Dispositions relatives à l'exécution du règlement municipal du cimetière

Le présent règlement entre en vigueur le 13 avril 2022.

Le maire et les adjoints seront chargés de l'exécution du présent règlement qui sera affiché à la porte du cimetière et tenu à la disposition des administrés à la mairie.

Après en avoir délibéré, l'ensemble des membres présents ACCEPTE ce règlement à l'unanimité.

Concernant le point N° 5 de la convocation : « Délibération transition écologique et mobilités : avis sur le projet de 3^{ème} plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération grenobloise »

Le conseil municipal ne souhaite pas se prononcer à ce sujet.

D16_04_2022

Objet : demande de subvention au Département de l'Isère au titre de la réfection et du renforcement de la voirie communale – Phase 2

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que la première tranche de travaux liée à la réfection et la sécurisation du chemin de la Blache s'est achevée. Toutefois, le chemin reste, pour une partie, à rénover.

C'est pourquoi, il propose au conseil de lancer la deuxième et dernière tranche afin que ce chemin puisse être restauré dans sa totalité

Pour ce faire il a demandé plusieurs devis mais il explique qu'il sera nécessaire de demander une aide au Département de l'Isère. En effet, le coût des travaux est trop élevé pour que la commune puisse le supporter dans sa totalité.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **CHOISIT** l'entreprise GMTP pour effectuer les travaux de réfection et de sécurisation du chemin de la Blache pour un montant de 53 572.00 € HT, soit 64 286.40 € TTC.

- **AUTORISE** le maire à demander une subvention au Département de l'Isère à hauteur de 45% du montant HT des travaux au titre de la dernière tranche des travaux pour le renforcement et de la sécurisation du chemin de la Blache
- **AUTORISE** le maire à effectuer toutes les démarches en lien avec ce dossier

D17_04_2022

Objet : Demande de subvention au titre du DSIL pour installation photovoltaïque solaire –toiture de l'école de PLAN

Vu l'article L5212-26 du code général des collectivités territoriales,

Le Maire expose au conseil municipal qu'il est envisagé une installation solaire photovoltaïque sur la toiture du bâtiment « école » du village.

Le montant prévisionnel du projet d'installation solaire photovoltaïque sur le bâtiment communal « école » s'élève à 52 774.00 € HT, soit 63 328.80 € TTC.

Le montant estimatif de l'aide financière s'élève à 21 110.00 euros.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- État : 40%
- Autofinancement : 60%

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, décide de :

- S'engager à réaliser et financer l'opération ;
- S'engager à respecter les conditions d'attribution des subventions au titre du DSIL
- Autoriser le maire à signer tout document correspondant.